



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le lundi 20 mars 2006 — N° 4

Quatorze heures

Président de l'Assemblée nationale :
M. Michel Bissonnet

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné le **16 mars 2006** au nom du ministre des Services gouvernementaux, sur le discours d'ouverture prononcé par le premier ministre le 14 mars 2006,

Et sur les motions de censure suivantes :

De la chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement du Parti libéral, et plus particulièrement le premier ministre, pour avoir renié ses engagements pris à l'endroit de la population québécoise.

Du député de Rivière-du-Loup :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son incapacité à présenter un plan pour faire face au choc démographique.

Du député de Masson :

QUE l'Assemblée nationale dénonce le gouvernement libéral qui ne s'est pas encore engagé à faire entériner la réforme du mode de scrutin par la population québécoise.

Du député de Gaspé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a sabré dans le service de perception des pensions alimentaires administré par Revenu Québec.

Du député d'Ungava :

QUE l'Assemblée nationale blâme sérieusement le gouvernement libéral pour son indifférence et son incompréhension face aux réalités des nations autochtones et du développement du Nord québécois.

De la députée de Duplessis :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour ne pas avoir donné suite à la Politique de transport maritime et fluvial.

De la députée de Taillon :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement la mollesse du gouvernement libéral dans ses demandes au gouvernement fédéral sur la place du Québec au sein des forums internationaux.

Du député de Joliette :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour sa mollesse et son manque de leadership en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes.

Du député de Saint-Hyacinthe :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui s'avère incapable de jouer un rôle exemplaire en matière de promotion et de défense de la langue française et refuse d'accorder à l'Office de la langue française les ressources suffisantes pour remplir adéquatement sa mission.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Consultation générale

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 88
Loi sur la sécurité privée
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 16 décembre 2004
Rapport de la Commission des institutions (consultation) déposé le
18 octobre 2005

Étude détaillée en commission

- 3) Projet de loi n° 76
Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et des Régions le 11 novembre 2004
Principe adopté le **31 mai 2005**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 4) Projet de loi n° 80
Loi modifiant la Loi sur la police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 11 novembre 2004
Principe adopté le **30 novembre 2004**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 5) Projet de loi n° 86
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information le 16 décembre 2004
Principe adopté le **5 avril 2005**, et
Renvoyé à la Commission de la culture

- 6) Projet de loi n° 89
Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 16 décembre 2004
Principe adopté le **14 avril 2005**, et
Renvoyé à la Commission des affaires sociales
- 7) Projet de loi n° 99
Loi modifiant la Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw
Présenté par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune le 3 mai 2005
Principe adopté le **3 juin 2005**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 8) Projet de loi n° 118
Loi sur le développement durable
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le 13 juin 2005
Principe adopté le **15 novembre 2005**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 9) Projet de loi n° 125
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives
Présenté par la ministre déléguée à la Protection de la jeunesse et à la Réadaptation le 20 octobre 2005
Principe adopté le **2 novembre 2005**, et
Renvoyé à la Commission des affaires sociales
- 10) Projet de loi n° 137
Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 6 décembre 2005
Principe adopté le **13 décembre 2005**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 11)** Projet de loi n° 191
Loi établissant une date fixe pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale à compter du 16 avril 2007
Présenté par le député de Rivière-du-Loup le **9 décembre 2004**
- 12)** Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **13 décembre 2005**
- 13)** Projet de loi n° 198
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail
Présenté par la députée de Lotbinière le **17 juin 2004**
- 14)** Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur les transports
Présenté par le député de Chutes-de-la-Chaudière le **20 octobre 2004**
- 15)** Projet de loi n° 390
Loi interdisant la distribution de sacs de plastique non biodégradables
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le 27 avril 2005
Reprise du débat ajourné au nom du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs le **11 mai 2005**
- 16)** Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics
Présenté par le député de Rivière-du-Loup le **3 mai 2005**
- 17)** Projet de loi n° 392
Loi proclamant la Journée internationale de la paix
Présenté par le député de Mercier le **18 mai 2005**

Étude détaillée en commission

- 18)** Projet de loi n° 197
Loi facilitant les dons d'organes
Présenté par le député de Viau le 16 décembre 2004
Principe adopté le **19 avril 2005**, et
Renvoyé à la Commission des affaires sociales

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 19)** Projet de loi n° 231
Loi concernant la Ville de Portneuf
Présenté par le député de Portneuf le **12 mai 2005**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 20)** Projet de loi n° 233
Loi sur la Compagnie du cimetière Saint-Charles
Présenté par la députée de la Peltrie le **19 octobre 2005**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 21)** 15 mars 2006
Motion de la ministre des Relations internationales :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, l'Assemblée nationale approuve le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Selon l'article 22.3 de la *Loi sur le ministère des Relations internationales*, cette motion ne peut être débattue avant le 25 mars 2006.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat statutaire

- Audition de la sous-ministre des Services gouvernementaux, de la présidente-directrice générale de Services Québec et du sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale concernant la prestation de services du gouvernement en ligne (chapitre 3, rapport du Vérificateur général, tome II, 2004-2005).
- Audition du sous-ministre des Relations internationales sur son rapport annuel de gestion 2004-2005.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 80**, Loi modifiant la Loi sur la police (mandat confié le 30 novembre 2004).
- Projet de loi n° 233**, Loi sur la Compagnie du cimetière Saint-Charles (mandat confié le 19 octobre 2005).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat statutaire

- Audition du Commissaire au lobbying sur ses rapports d'activités se terminant au 31 mars 2003, 2004 et 2005.

Mandat réglementaire

Interpellation :

Du député de Rousseau au ministre des Finances sur le sujet suivant : *La politique budgétaire du gouvernement du Québec* (avis donné le 16 mars 2005).

Surveillance des organismes publics :

- Investissement Québec.

Mandat d'initiative

- Protection des épargnants au Québec.
- Transparence des finances publiques.
- Mise en place de l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier.

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- Projet de loi n° 89**, Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée et modifiant d'autres dispositions législatives (mandat confié le 14 avril 2005).

-Projet de loi n° 125, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 2 novembre 2005).

-Projet de loi n° 197, Loi facilitant les dons d'organes (mandat confié le 19 avril 2005).

Consultation générale :

- *Garantir l'accès : un défi d'équité, d'efficience et de qualité* et consultation complémentaire en ligne (mandat confié le 15 mars 2006).

Mandat statutaire

-Étude des rapports annuels 2002-2003 des régies régionales de la santé et des services sociaux suivantes : Laurentides, Côte-Nord, Montérégie (déférés le 21 octobre 2003); Québec (déféré le 23 octobre 2003); Saguenay—Lac-Saint-Jean, Montréal-Centre, Abitibi-Témiscamingue, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Laval, Lanaudière (déférés le 18 décembre 2003).

-Étude des rapports annuels 2003-2004 des Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux des régions suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Saguenay—Lac-Saint-Jean, Laurentides, Lanaudière, Mauricie et Centre-du-Québec, l'Estrie, Côte-Nord, Laval (déféré le 19 octobre 2004); Montérégie (déféré le 4 novembre 2004); Capitale nationale, Bas-Saint-Laurent, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Outaouais, Chaudière-Appalaches (déféré le 16 décembre 2004); Montréal (déféré le 15 mars 2005); de la régie régionale de la santé et des services sociaux de Nunavik (déféré le 23 novembre 2004) et du centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 16 décembre 2004).

-Étude des rapports annuels de gestion 2004-2005 des Agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux des régions suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Laurentides, Saguenay—Lac-Saint-Jean, Lanaudière, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie (déféré le 19 octobre 2005); Bas-Saint-Laurent, Capitale nationale, Laval, Côte-Nord (déféré le 26 octobre 2005); Montréal, Chaudière-Appalaches, Nunavik, Estrie, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (déféré le 9 novembre 2005); Lanaudière (déféré le 8 décembre 2005); Outaouais, Baie-James et Montérégie (version corrigée) (déféré le 15 mars 2006).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

-**Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw (mandat confié le 3 juin 2005).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

-**Projet de loi n° 137**, Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants (mandat confié le 15 mars 2006).

Étude de projets de loi :

-**Projet de loi n° 137**, Loi sur les appellations réservées et les termes valorisants (mandat confié le 13 décembre 2005).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

-**Projet de loi n° 76**, Loi abrogeant la Loi sur la Commission municipale et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 31 mai 2005).

-**Projet de loi n° 231**, Loi concernant la Ville de Portneuf (mandat confié le 12 mai 2005).

COMMISSION DE L'ÉDUCATION

Mandat réglementaire

Surveillance des organismes publics :

-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial.

Mandat statutaire

-Audition des dirigeants des 18 universités conformément à la *Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire*.

Mandat d'initiative

-La réussite scolaire des autochtones.

COMMISSION DE LA CULTURE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

-**Projet de loi n° 86**, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 5 avril 2005).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

-**Projet de loi n° 118**, Loi sur le développement durable (mandat confié le 15 novembre 2005).

Consultations particulières :

-Document d'orientation sur les véhicules hors route (mandat entériné le 15 mars 2006).

Mandat réglementaire

Surveillance des organismes publics :

-Commission de la qualité de l'environnement Kativik.
-Comité d'évaluation (Qualité de l'environnement de la Baie-James).
-Comité d'examen (Qualité de l'environnement de la Baie-James).

Mandat d'initiative

- La sécurité routière au Québec : les cellulaires au volant, la vitesse excessive, les motocyclistes et les conditions hivernales.
- L'impact du réchauffement climatique dans le Nord-du-Québec.

COMMISSION SPÉCIALE

Mandat de l'Assemblée

Étude de l'avant-projet de loi remplaçant la *Loi électorale* (mandat confié le 15 juin 2005).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 15 mars 2006
Loi sur le temps légal – *ministre de la Justice.*

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 14 mars 2006
Loi modifiant le Code du travail – *député de Rivière-du-Loup.*
- c) 14 mars 2006
Loi concernant la procédure de sélection des personnes nommées par l'Assemblée nationale et modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale – *député des Chutes-de-la-Chaudière.*

Projets de loi d'intérêt privé

Interpellations

II. NOUVEAUX PRÉAVIS